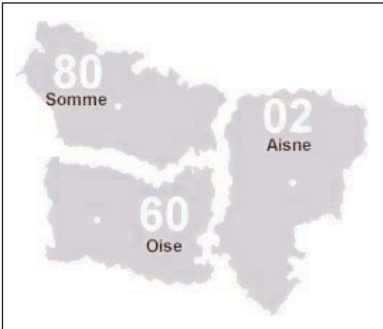




Le gouvernement asphyxie l'école publique : NE LE LAISSONS PAS FAIRE !

L'école publique dans l'académie d'Amiens et le département de la Somme :



190.563 élèves dans les écoles maternelles et élémentaires de l'académie à la rentrée 2010, **pour 50.956 dans les 431 écoles de la Somme** : à la rentrée scolaire prochaine, le recteur prévoit une légère diminution du nombre d'écopiers (-399),

ce qui représente, en moyenne, moins d'1 élève en moins par école du département.

81.831 élèves dans les collèges de l'académie **pour 21.251 élèves dans les 50 collèges de la Somme** ; 556 élèves supplémentaires sont prévus pour la rentrée prochaine dans les collèges de la Somme.

59.971 élèves dans les lycées généraux, technologiques et professionnels de l'académie, **pour 16.666 élèves dans les 28 lycées de la Somme**. 5 élèves supplémentaires sont prévus pour 2011-2012 dans les lycées du département.

Malgré une prévision de très légère augmentation du nombre des élèves dans le département pour la rentrée prochaine, le ministre et le recteur planifient de très lourdes suppressions d'emplois qui vont dégrader fortement les conditions d'études des élèves et les conditions de travail des personnels.

NE LES LAISSONS PAS FAIRE !

Et pendant ce temps-là...

Il parait que la suppression des emplois dans l'éducation nationale sert à réaliser des économies dans les dépenses publiques pour limiter le déficit public qui plomberait l'activité économique.

Pourtant, lorsque Nicolas Sarkozy et son gouvernement décident de faire des cadeaux aux plus riches ou aux entreprises, le déficit public n'est plus un problème :

Suppression de la taxe professionnelle :

- 6 à 8 milliards d'euros de recettes pour le budget de l'Etat en 2010

Réforme de l'impôt sur les sociétés (IS) :

- 22,5 milliards d'euros de recettes en 2008
(1 entreprise du CAC 40 sur 4 ne le paye pas !!!)

Diminution de la TVA "restauration" :

- 2,4 milliards d'euros en 2010

Le bouclier fiscal :

563 millions en 2008, 679 en 2009, 700 en 2010, soient au total près de 2 milliards d'euros en moins sur 3 années

Dépenses de l'Etat pour compenser les exonérations de cotisations sociales des entreprises :

28 milliards d'euros en 2009

Profits des entreprises du CAC 40 :

50 milliards en 2009, +86 % sur le premier semestre 2010

Cadeaux fiscaux pour quelques très riches d'un côté, asphyxie budgétaire de l'école publique bénéficiant au plus grand nombre de l'autre.

NON aux 369 suppressions d'emplois dans l'éducation nationale de l'académie d'Amiens

Le recteur d'académie, représentant du ministre de l'éducation nationale en Picardie a communiqué la répartition des suppressions d'emplois lors d'une réunion en présence des représentants des personnels :

- 112 emplois d'enseignants et - 37 emplois d'intervenants en langues les écoles de l'académie :
 - **51 postes d'enseignants dans les écoles du département de la Somme ;**
- 198 emplois d'enseignants dans les collèges et lycées de l'académie :
 - **10 postes dans les collèges de la Somme**, la répartition des suppressions dans les lycées sera connue le 27 janvier prochain ;
- **16 postes administratifs** dans l'académie (la ventilation sera connue ultérieurement)



**Ce samedi 22 janvier,
refusons le budget de pénurie
de l'éducation nationale !**

**NON aux 369 suppressions
d'emplois dans l'académie
d'Amiens !**

Le collectif « L'éducation est notre avenir » dénonce les effets catastrophiques qu'aura la mise en oeuvre du budget 2011 pour l'éducation nationale. Les organisations membres du collectif appellent tous les citoyens et futurs citoyens de ce pays à un premier acte de refus des conséquences de ce budget, ce samedi 22 janvier 2011.

DANS LA SOMME, RASSEMBLEMENT A 14 H 30 PLACE GAMBETTA A AMIENS

Le budget 2011 prévoit la suppression de 16 000 emplois et n'affiche d'autre ambition pour le système éducatif que la recherche d'économies à partir du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Pourtant, les effectifs d'élèves vont continuer d'augmenter et la part du PIB français destinée aux enseignements primaires et secondaires a diminué dans la période récente en passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006.

Le collectif appelle lycéens, étudiants, parents d'élèves et personnels de l'éducation à participer à la journée nationale de mobilisation du 22 janvier qui prendra des formes variées dans les départements. Cette première étape sera, n'en doutons pas, prolongée par d'autres initiatives durant les 2e et 3e trimestres.

Ensemble, refusons les fermetures de classes, la disparition des RASED, les suppressions de places en maternelle, la baisse des dotations des collèges et lycées, le manque d'ambition du plan Licence à l'université, les réductions de postes et d'options, les hausses d'effectifs dans les classes... Exigeons une véritable formation professionnelle des enseignants sans laquelle les écarts entre élèves vont continuer à se creuser !

Aujourd'hui plus que jamais, notre pays a besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires et traite la situation des élèves en grande difficulté. D'autres choix pour la réussite de tous les jeunes sont nécessaires afin que l'École remplisse les objectifs d'une École démocratique et ambitieuse.

www.uneecole-votreavenir.org

Les organisations à l'initiative de cet appel :

AFL -Cé -CEMEA -CRAP-Cahiers pédagogiques -EEDF -FAEN -FCPE -FEP-CFDT -FERCCGT
-FGPEP -FIDL -FOEVEN -Les FRANCAS -FSU -GFEN -ICEM-pédagogie Freinet -JPA La
Ligue de l'Enseignement -Fédération Léo Lagrange -OCCE -SGEN-CFDT -SUD Education UNEF
-UNL -UNSA Education

Les organisations qui soutiennent cet appel :

AEAT -AFPEN -AGEEM -AMUF -ANATEEP -APBG -APSES -APKHKSES -ATTAC France CFDT
-CGT -CMR -CNAJEP -CNAL -CSF -FFMJC -FNAME -Bureau national FNAREN FNDDEN
-FNFR -LDH -MRAP -PRISME -Solidaires -UDPPC -UFAL -UNSA